



Communication en Conseil des Ministres

Objet : Situation de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2025

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2025, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés pour cette année.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les **ressources** mobilisées hors Comptes Spéciaux du Trésor à fin décembre 2025, s'élèvent globalement à **14.593,3** milliards de FCFA pour une prévision de 14.362,9 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 101,6%.

Les réalisations de ressources comprennent **7.657,9** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **6.935,4** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

1.1. Les recettes budgétaires

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **7.286,3** milliards de FCFA à fin décembre 2025 contre un objectif de 7.306,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 99,7%. Ce résultat est imputable aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'exportation** se sont chiffrées à **716,9** milliards de FCFA contre un objectif de 787,3 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 91,1% principalement en rapport avec un volume de cacao exporté moins élevé que projeté (1,6 million de tonnes pour un objectif de 1,7 million de tonnes) ;
- **la taxe sur les opérations bancaires** a été collectée à hauteur de **136,3** milliards de FCFA, pour un objectif de 148,0 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 92,1% résultant d'un niveau plus important des déclarations sans paiement ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** (hors TVA exonérée sur projets cofinancés) est ressortie à **856,4** milliards de FCFA contre un objectif de 918,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 93,2% en lien avec l'évolution moins favorable que prévue de la conjoncture économique ;
- **l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers** s'est établi à **272,4** milliards de FCFA contre un objectif de 286,5 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 95,1% en raison des paiements d'IRVM moins importants effectués en 2025 par certaines entreprises (**37,0** milliards de FCFA en 2025 contre **64,1** milliards de FCFA en 2024);
- **l'impôt sur le traitement des salaires** a été recouvré à hauteur de **792,6** milliards de FCFA contre un objectif de 824 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 96,2% ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été collecté à hauteur de **858,1** milliards de FCFA, pour un objectif de 875 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement

de 98,1%. Cette réalisation est essentiellement liée au niveau moins important que prévu des résultats fiscaux de 2024 des entreprises en raison de l'accroissement significatif de leurs charges d'exploitation, ainsi qu'au nombre relativement plus élevé des contribuables qui se sont acquittés de l'impôt minimum.

Toutefois, les performances moindres ci-dessus ont été atténuées par les bons niveaux de recouvrement de certaines natures de recettes. Il s'agit notamment :

- **des droits et taxes à l'importation sur les marchandises générales**, hors TVA et droits de douane exonérés sur projets cofinancés (+115,9 milliards de FCFA) principalement en lien avec un niveau plus élevé que prévu des volumes d'importation (18 millions de tonnes contre une prévision de 17,1 millions de tonnes) ;
- **des droits et taxes à l'importation sur les produits pétroliers** (+44,1 milliards de FCFA) en raison d'un niveau plus élevé que prévu des volumes du gasoil (1.639,9 millions de litres pour un objectif de 1.549,2 millions de litres) et du super carburant (1.560,8 millions de litres pour un objectif de 1.538,2 millions de litres), ainsi que d'une taxation plus favorable que prévue sur le super carburant (277,6 FCFA/litre pour un objectif de 273,4 FCFA/litre) ;
- **des revenus de pétrole et gaz** (+36,9 milliards de FCFA) essentiellement en rapport avec un niveau de revenu de gaz plus important que prévu (+33,9 milliards de FCFA) ;
- **des droits d'enregistrements et de timbre** (+40,4 milliards de FCFA) en lien avec le recouvrement des droits d'enregistrement sur le cacao (+30,7 milliards de FCFA) sous l'impulsion de l'amélioration du prix ;
- **de la taxe ad valorem** (+26,6 milliards de FCFA) consécutivement à l'application du relèvement du taux de la taxe sur l'or de 2 points.

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **267,8** milliards de FCFA contre 236,1 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 31,7 milliards de FCFA résultant principalement du niveau de recouvrement des dividendes (81,1 milliards de FCFA en réalisation contre 61,6 milliards de FCFA prévus). Outre les dividendes, ces recettes comprennent 110,6 milliards de FCFA de recettes de services contre 100 milliards de FCFA prévus, 19,8 milliards de FCFA de ressources au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural contre 10,9 milliards de FCFA prévus et 13,8 milliards de FCFA de bonus de signature contre 11,2 milliards de FCFA prévus. Elles intègrent également 40,2 milliards de FCFA de revenus du domaine et 2,3 milliards de FCFA de surcote enregistrée sur les émissions de titres publics non initialement prévus.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **103,8** milliards de FCFA contre une prévision de 119,2 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation de ces ressources est composé de 95 milliards de FCFA de dons-projets et 8,8 milliards de FCFA de dons-programmes.

1.2. Les ressources de trésorerie

Les **ressources de trésorerie** ont été mobilisées à hauteur de **6.935,4** milliards FCFA pour une prévision de **6.700,9** milliards de FCFA. Elles comprennent les transferts des entreprises, les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier et les ressources extérieures d'emprunts.

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par les entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **53,2** milliards de FCFA pour un objectif de 78,2 milliards de FCFA. Ce montant intègre **51,4** milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan.

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **4.641,5** milliards de FCFA pour une prévision de 4.227,5 milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation de 109,8% en lien avec les conditions financières favorables des marchés. Elles comprennent 1.870,2 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 1.040,8 milliards FCFA de bons du Trésor, 671,7 milliards de FCFA d'emprunts obligataires et 1.058,8 milliards de FCFA de mobilisation sur le marché international.

Concernant les **ressources extérieures**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **2.240,6** milliards de FCFA à fin décembre 2025 pour un objectif de 2.394,2 milliards de FCFA. Ces ressources comprennent 1.268,5 milliards de FCFA d'emprunts-projets et 972,2 milliards de FCFA d'emprunts-programmes.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin décembre 2025, les **dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **14.567,3** milliards de FCFA pour une prévision de 14.520,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 100,4%. Ces dépenses comprennent 9.875,2 milliards de FCFA de dépenses budgétaires et 4.692,0 milliards de FCFA de charges de trésorerie.

II. 1. Les dépenses budgétaires

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **1.762,9** milliards de FCFA contre une prévision de **1.765,0** milliards de FCFA. Elles sont composées de 723,6 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 1 039,3 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **2.545,2** milliards de FCFA contre un objectif de **2.532,6** milliards de FCFA en lien avec le renforcement des effectifs de l'Administration publique.

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **148,9** milliards de FCFA pour une prévision de 151,6 milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (126,9 milliards de FCFA), de téléphone (13,6 milliards de FCFA) et d'eau (8,4 milliards de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **982** milliards de FCFA contre une prévision de 953,2 milliards de FCFA.

Les **transferts** ont été exécutés à hauteur de **736,7** milliards de FCFA pour une prévision de 691,2 milliards de FCFA, soit un écart positif de 45,5 milliards de FCFA dont 33,9 milliards de FCFA expliqués par la subvention au secteur électricité issue des revenus du gaz (119,3 milliards de FCFA en réalisation contre 85,7 milliards de FCFA en prévision). Ces dépenses incluent également la subvention aux écoles privées (172,3 milliards de FCFA), les transferts aux EPN et structures assimilées (128,1 milliards de FCFA), les bourses et pécules (110,2 milliards de FCFA) et les transferts aux collectivités décentralisées (37,1 milliards de FCFA).

Concernant les **dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **349,3** milliards de FCFA pour une prévision de 369,2 milliards de FCFA.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **3.350,3** milliards de FCFA pour une prévision de 3.357,8 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution comprend 1.986,8 milliards de FCFA de dépenses d'investissement financées sur Trésor et 1.363,5 milliards de FCFA sur financement extérieur de projets.

II.2. Les charges de trésorerie

Les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital de la dette publique, ont été réglées à hauteur de **4.692,0** milliards FCFA pour une projection de **4.700,2** milliards de FCFA, en lien avec une amélioration des conditions de marché. Ces règlements portent

sur 3.015,1 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 1.676,9 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

II.3. Les dépenses de lutte contre la pauvreté et dépenses sociales spécifiques

S'agissant des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques, elles se sont établies respectivement à **3.896,3** milliards de FCFA et à **1.149,5** milliards de FCFA à fin décembre 2025, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 3.845,1 milliards de FCFA et de 1 127,9 milliards de FCFA.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2025 s'est caractérisée par une bonne performance dans le recouvrement des ressources et une maîtrise du niveau d'exécution des dépenses.

Le suivi rigoureux de l'exécution des dépenses en relation avec le rythme de mobilisation des recettes a permis d'assurer le respect de l'objectif du déficit budgétaire de 3% du PIB conformément à la norme communautaire.

Les efforts seront maintenus en 2026 en vue de poursuivre l'accroissement du recouvrement des ressources, de consolider la maîtrise des charges de fonctionnement et de renforcer la capacité d'absorption des crédits d'investissement, afin d'assurer le bon début d'exécution du Plan National de Développement 2026-2030.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin décembre 2025 soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU BUDGET**




Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin décembre 2025)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)	DEPENSES	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES					
RECETTES FISCALES (y/c FER)	7 306,7	7 286,3	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	1 765,0	1 762,9
- DGI	4 109,4	4 050,1	Dettes intérieure	724,7	723,6
- TRESOR	1,5	10,3	Dettes extérieure	1 040,3	1 039,3
- DGD (hors PCS, PCC, PUA et SGS)	2 984,2	3 073,9			
- TVA exonérée	211,5	152,0	PERSONNEL	2 532,6	2 545,2
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	236,1	267,8	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	1 104,8	1 130,9
Recettes non fiscales du Trésor	161,6	191,7	Abonnement	151,6	148,9
Revenus du domaine DGI	50,0	40,2	Autres achats de biens et services	953,2	982,0
Bonus de signature secteur pétrolier	11,2	13,8	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	691,2	736,7
Licences de télécommunication	0,1	0,0	Subvention au secteur électricité	85,7	119,3
Fonds d'investissement en milieu rural (FIMR)	10,9	19,8	Autres transferts	605,5	617,4
Autres recettes non fiscales	2,3	2,3	DEPENSES DE SECURITE ET D'ELECTIONS	369,2	349,3
DONS	119,2	103,8	INVESTISSEMENT	3 357,8	3 350,3
Dons programmes	13,8	8,8	- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 914,2	1 986,8
AFD (C2D)	0,0		Projets C2D	65,0	83,0
UE	13,8	8,8	Investissement FIMR	10,9	19,8
BEI			Fonds d'Entretien Routier	245,3	257,9
Dons projets	105,5	95,0	Autres investissements	1 593,1	1 626,1
			- Financement extérieur des projets	1 443,6	1 363,5
			Emprunts-projets	1 338,1	1 268,5
			Dons-projets	105,5	95,0
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	7 662,0	7 657,9	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	9 820,6	9 875,3
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE					
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	0,0	Amortissement de la dette publique	4 700,2	4 692,0
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	78,2	53,2	Dettes intérieure	3 010,6	3 015,1
Emprunts sur marchés monétaire et financier	4 227,5	4 641,5	Dettes extérieure	1 689,6	1 676,9
Emprunts obligataires	612,4	671,7			
Bons et obligations du Trésor	2 556,3	2 911,0			
Financement en devises	1 058,8	1 058,8			
Emprunts programmes	1 056,1	972,2			
FMI (y compris FRD)	918,0	899,7			
Banque Mondiale	0,0				
Banque Africaine de Développement	20,0	20,0			
AFD (Autre appui budgétaire)	65,6				
Allemagne	52,5	52,5			
JICA					
Autres					
Emprunts-projets	1 338,1	1 268,5			
Dont SLL		284,0			
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	6 700,9	6 935,4	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	4 700,2	4 692,0
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	14 362,9	14 593,3	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	14 520,8	14 567,3

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGF, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2025)

En milliards de FCFA

LIBELLES	Décembre 2025		
	Objectif révisé	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c TVA exonérée)	7 306,7	7 286,3	-20,4
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors TVA exonérée)	7 095,2	7 134,3	39,1
<u>DGI</u>	<u>4 109,4</u>	<u>4 050,1</u>	<u>-59,3</u>
Impôts directs	2 182,8	2 131,1	-51,7
Impôts sur bénéfices	1 072,3	1 074,6	2,3
BIC pétrole et gaz	129,3	154,5	25,2
- BIC pétrole	34,3	36,4	2,1
- BIC gaz	95,0	118,1	23,1
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	2 053,5	1 976,6	-76,9
- BIC hors pétrole	875,0	858,1	-16,9
- Impôt synthétique et AIRSI	48,0	43,3	-4,7
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	20,0	18,7	-1,3
- Impôts sur revenus et salaires	824,0	784,1	-39,9
- Impôts sur revenus des capitaux mobiliers/IRC	286,5	272,4	-14,1
Impôts indirects	1 926,6	1 919,0	-7,6
TVA (hors part secteur électricité)	918,6	856,4	-62,1
TOB	148,0	136,3	-11,7
Taxe sur boissons et tabacs	130,0	132,0	2,0
droits d'enregistrement et de timbre	394,0	434,1	40,1
<i>dont droits d'enregistrement café cacao</i>	226,2	256,9	30,7
Patentes et licences	21,4	19,3	-2,1
Taxe d'exploitation pétrolière	14,7	15,6	0,9
Taxe d'exploitation du gaz	40,7	51,5	10,8
Taxe sur les télécommunications	74,7	68,3	-6,4
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	36,0	31,5	-4,5
Taxe ad valorem	141,5	168,1	26,6
Taxe pour le développement touristique	1,6	1,2	-0,4
Taxe/sachet et mat plast	0,4	0,4	0,0
Accises et autres taxes indirectes	5,1	4,2	-0,9
<i>Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques</i>	2,5	1,8	-0,7
<u>TRESOR</u>	<u>1,5</u>	<u>10,3</u>	<u>8,8</u>
Impôts directs	0,0	8,5	8,5
Impôts sur revenus et salaires	0,0	8,5	8,5
Impôts indirects	1,5	1,8	0,3
Timbres et vignettes	1,5	1,8	0,3
<u>DGD (hors PCC, PCS, PUA et RPI)</u>	<u>2 984,2</u>	<u>3 073,9</u>	<u>89,7</u>
Droits et taxes à l'importation	2 196,9	2 356,9	160,1
Taxes sur produits pétroliers	717,4	761,6	44,1
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS, PCC et PUA)	1 479,5	1 595,4	115,9
Taxes à l'exportation	787,3	716,9	-70,4
<u>TVA et droits de douanes exonérés sur projets cofinancés</u>	<u>211,5</u>	<u>152,0</u>	<u>-59,5</u>
DGI	126,9	92,4	-34,5
DGD	84,6	59,6	-25,0

Source : DGI, DGD, DGTCP

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(En FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTERES	Dotation 2025	Exécution fin décembre 2025	Taux d'exécution fin décembre 2025
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	7 390 741 490	3 418 729 245	46,3%
358 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	104 693 814 679	51 335 857 559	49,0%
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	8 302 273 315	4 193 395 180	50,5%
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 872 397 375	6 145 149 188	62,2%
330 Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	430 428 512 034	276 906 532 739	64,3%
321 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	20 503 272 145	15 827 203 698	77,2%
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	356 265 441 869	288 970 396 065	81,1%
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	283 579 618 259	230 505 350 147	81,3%
331 Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	200 572 431 330	164 810 906 495	82,2%
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	378 907 819	316 821 105	83,6%
440 Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	1 991 570 010	1 678 259 109	84,3%
229 Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	218 432 012 159	192 042 261 903	87,9%
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	73 221 427 809	64 378 387 941	87,9%
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	332 237 917 844	303 545 994 992	91,4%
356 Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	9 222 659 053	8 484 647 802	92,0%
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre)	38 889 789 793	36 689 789 793	94,3%
334 Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	23 374 014 146	22 069 444 869	94,4%
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	56 947 196 438	54 236 963 136	95,2%
345 Ministère des Eaux et Forêts	55 540 072 088	52 994 178 136	95,4%
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	90 645 974 214	86 965 974 194	95,9%
347 Ministère du Commerce et de l'Industrie	57 763 564 886	56 286 990 727	97,4%
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	231 330 274 501	228 622 293 748	98,8%
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	26 637 094 855	26 337 003 790	98,9%
328 Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	19 844 452 909	19 637 860 226	99,0%
322 Ministère des Finances et du Budget	301 068 190 814	299 717 139 825	99,6%
340 Ministère des Transports	277 510 806 538	276 964 596 538	99,8%
226 Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	72 340 810 927	72 263 423 973	99,9%
343 Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	51 551 229 853	51 522 639 268	99,9%
362 Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	25 339 458 860	25 337 437 549	100,0%
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 157 377 927	1 157 377 807	100,0%
336 Ministère de la Communication	3 522 132 565	3 522 132 549	100,0%
101 Représentation Nationale	1 560 000 000	1 560 000 000	100,0%
103 Présidence de la République	112 772 130 615	112 772 130 615	100,0%
114 Cour de Cassation	250 000 000	250 000 000	100,0%
115 Cour des Comptes	1 009 400 000	1 009 400 000	100,0%
376 Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	8 372 621 616	8 372 621 616	100,0%
439 Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de	164 410 000	164 410 000	100,0%
444 Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et	21 552 098 233	21 552 098 233	100,0%
Total Général	3 536 236 098 968	3 072 565 799 760	86,9%
Dépenses communes	260 116 125 474	0	
Compte spéciaux	277 699 233 112	277 699 233 112	100,0%
Total Général	4 074 051 457 554	3 350 265 032 872	82,2%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin décembre 2025

(En FCFA)

DOMAINES	2024	2025	
	Réalisation	Objectif annuel	Exécution à fin décembre
01 Agriculture et développement rural	121 608 687 681	103 386 380 369	126 046 113 685
01.0 Administration générale	16 946 811 057	16 562 489 569	17 681 582 738
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	35 476 561 161	25 455 104 141	43 195 042 505
01.2 Formation et encadrement	47 636 802 269	41 043 586 225	37 246 741 844
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 638 513 194	9 474 914 434	8 092 746 598
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	12 910 000 000	10 850 286 000	19 830 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	16 354 280 169	17 596 710 359	18 599 066 539
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 423 300 793	10 979 124 979	10 683 813 844
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 316 393 994	2 462 652 089	3 676 590 832
02.2 Pêche et aquaculture	4 614 585 382	4 154 933 292	4 238 661 863
03 Education	1 751 292 991 102	1 885 226 883 798	1 886 289 776 617
03.0 Administration générale	140 973 003 864	124 379 017 284	122 158 157 765
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	738 291 090 170	751 987 620 612	777 352 346 196
03.2 Alphabétisation	642 455 045	720 245 213	706 169 162
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	585 878 639 889	703 771 362 038	676 300 698 557
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	285 507 802 134	304 368 638 651	309 772 404 937
04 Santé	665 611 394 421	767 842 264 441	736 786 235 587
04.00 Administration générale santé	303 029 751 001	367 641 383 930	345 807 035 093
04.01 Système de santé primaire	163 355 104 974	181 523 657 492	170 060 937 345
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 008 166 328	2 100 000 000	5 640 994 646
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	103 838 084 552	123 973 288 429	121 897 823 099
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	23 115 065 553	4 095 593 082	3 935 811 790
04.05 VIH/SIDA	7 046 594 366	29 394 833 187	29 158 821 710
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	60 218 627 647	59 113 508 321	60 284 811 904
05 Eau et Assainissement	202 625 331 898	213 086 061 759	283 067 519 955
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	105 163 733 976	111 075 855 416	133 919 313 140
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	97 461 597 922	102 010 206 342	149 148 206 815
06 Energie	126 400 760 858	127 266 410 640	113 900 275 966
06.1 Accès à l'électricité	126 400 760 858	127 266 410 640	113 900 275 966
07 Routes et ouvrages d'art	375 639 998 128	422 009 734 123	338 086 509 318
07.1 Entretien pistes rurales	13 818 450 841	8 653 099 033	8 250 599 520
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	201 067 656 237	143 569 440 624	91 892 606 158
07.3 Autres travaux routiers	160 753 891 050	269 787 194 465	237 943 303 640
08 Affaires Sociales	114 366 967 679	91 772 680 265	103 797 798 154
08.0 Administration générale	18 561 762 128	17 831 047 410	19 323 963 438
08.1 Formations destinées aux femmes	3 019 111 991	4 376 684 273	4 679 722 975
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	32 848 349 020	28 476 058 697	38 965 767 282
08.3 Formation au personnel d'appui	1 577 369 716	1 541 374 865	1 541 374 865
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	58 360 374 824	39 547 515 020	39 286 969 594
09 Décentralisation	131 965 961 967	165 309 274 257	169 011 752 758
09.1 Décentralisation	131 965 961 967	165 309 274 257	169 011 752 758
10 Reconstructions et réhabilitations	6 863 178 452	5 963 683 470	28 897 804 394
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 953 040 617	1 519 633 020	9 554 975 107
10.2 Habitat et logement sociaux	4 910 137 835	4 444 050 450	19 342 829 287
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	59 318 280 431	45 605 782 204	91 764 900 412
11.1 Promotion et insertion des jeunes	56 339 648 825	42 406 038 682	88 195 424 402
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 978 631 606	3 199 743 522	3 569 476 010
TOTAL	3 572 047 832 786	3 845 065 865 686	3 896 247 753 385

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN DÉCEMBRE 2025

(En FCFA)

ACTIVITES	Objectif annuel 2025	Total Exécution fin décembre 2025
PROTECTION SOCIALE	40 938 659 208	45 311 559 238
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	16 000 000 000	19 927 760 370
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	1 038 659 208	1 483 798 868
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	13 200 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	10 700 000 000	10 700 000 000
<i>Couverture Maladie Universelle</i>	5 400 000 000	5 400 000 000
<i>Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU</i>	5 300 000 000	5 300 000 000
SANTE	331 252 569 858	334 202 454 455
Personnel santé fonctionnaire	277 793 812 239	278 414 538 999
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 220 441 993	2 527 805 663
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 540 097 277	2 431 152 539
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 229 099 008	3 119 934 880
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	7 724 933 992	8 751 509 465
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	14 725 000 000	12 664 159 909
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	17 898 000 000	19 850 000 000
Approvisionnement en médicaments	6 121 185 350	6 443 353 000
EDUCATION	750 607 119 137	758 761 422 258
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	20 291 736 592
Education primaire et préscolaire	687 235 170 968	703 397 208 166
<i>Programme de cantines scolaires</i>	3 705 542 722	5 279 812 053
<i>Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques</i>	9 486 302 000	20 651 603 182
<i>Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles</i>	6 544 645 100	9 349 490 000
<i>Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire</i>	667 498 681 146	668 116 302 931
Enseignement technique et formation professionnelle	45 874 439 489	35 072 477 500
<i>Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance</i>	2 866 500 000	1 094 584 198
<i>Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé</i>	6 690 285 000	6 581 400 000
<i>Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT</i>	1 057 654 490	2 110 934 985
<i>Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP</i>	35 259 999 999	25 285 558 317
EMPLOI DES JEUNES	5 062 431 362	11 189 387 358
Programme Emploi Jeunes	4 133 172 938	10 000 000 000
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	394 988 405	553 138 729
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	238 000 000	339 978 609
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	296 270 020	296 270 020
TOTAL	1 127 860 779 564	1 149 464 823 309